



MOBILISONS-NOUS CONTRE LA DÉSERTIFICATION DANS LES PAYS SAHÉLIENS

Depuis son lancement et sa signature à Paris en 1994, 194 pays signataires se sont engagés dans la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (UNCCD). De Conférences des Parties en Plan Stratégique à Dix ans, l'UNCCD n'en finit pas d'être l'arène d'une mobilisation du bout des lèvres de la communauté internationale. Pays développés et pays en développement affectés se renvoient leurs responsabilités et relèguent la mise en œuvre des plans d'actions nationaux en fin de liste des priorités des politiques publiques.

Pendant ce temps et à l'échelle globale, la dégradation des terres fait son œuvre sur quasiment un tiers de la surface terrestre là où vit 40% de la population mondiale. Au Sahel, sécheresses et inondations se succèdent et ce sont les populations les plus vulnérables qui subissent les conséquences de la dégradation des terres aggravées par ces phénomènes.

Renforcer les réseaux par les réseaux

Le Réseau Sahel Désertification (RéSaD) s'est créé lundi 14 juin 2010 à Montpellier par la mise en réseau de quatre plate-formes d'acteurs impliqués dans la lutte contre la désertification :

▪ au Mali : la Fédération Sigida Yeelen regroupant 39 800 membres,

▪ au Burkina Faso : le Secrétariat Permanent des ONG (SPONG) regroupant 96 acteurs œuvrant dans le pays,

▪ au Niger : le Comité National de Coordination des ONG sur la désertification regroupant 10 collectifs dans le pays,

▪ en France : le Groupe de Travail Désertification (GTD) regroupement d'ONGs, de scientifiques, de mouvements agricoles et de collectivités locales.

Le CARI, animateur du Groupe de Travail Désertification depuis 2001, a souhaité et initié cette alliance pour renforcer ces réseaux et appuyer les partenariats de coopération déjà engagés entre ces pays.

*Terre dégradées,
vies dégradées,
la société civile réagit !*



En perspectives

Dans le contexte de célébration du 50ème Anniversaire de l'indépendance des Etats Africains, de l'annonce de la décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification (UNDDD¹), le Réseau RéSaD, qui bénéficie du soutien financier des pouvoirs publics français (MAEE² /Afd³ et MEEDDM⁴) et du FEM⁵ dans les pays concernés, entend rompre le silence à tous les niveaux en développant sur le terrain et dans les enceintes nationales et internationales un programme de travail de trois ans basé sur trois axes : **INTERPELLER, MOBILISER, AGIR**. Le RéSaD organise ses ateliers de lancement au Sahel en septembre et octobre 2010.

Stéphanie FAURE

¹ <http://unddd.unccd.int>

² Ministères français des Affaires Etrangères et Européennes

³ Agence française de développement

⁴ Ministère français de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer

⁵ Fonds pour l'Environnement Mondial

Sommaire

La Fédération Sigida Yeelen : en langue Bambana, la lumière dans le terroir page 2

Secrétariat Permanent des ONG, un collectif pionnier en Afrique de l'Ouest page 2

Le CNCOD au Niger assure la représentation des communautés de base page 3

Le Groupe de Travail Désertification, un réseau pluri-acteurs page 3

Agenda page 4

On en parle page 4

Publications page 4



Mali

LA FÉDÉRATION SIGIDA YEELLEN : EN LANGUE BAMBANA, LA LUMIÈRE DANS LE TERROIR

« Le maintien des communautés dans leur espace rural est à la fois le moteur et la réponse à la dégradation des terres et à la perte de la biodiversité endémique qui constituent les ressources dont ces populations vivent, qu'elles gèrent et qu'elles protègent » (Soumaila Sagara de Sigida Yeelen du Mali)

Créée en 2006, Sigida Yeelen (FSY) est une association faitière d'organisations professionnelles paysannes créées depuis 1997 avec l'appui de l'ONG Eau vive, membre du GTD. Elle compte 39 800 membres actifs dans 138 communes rurales dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti.

Les groupes cibles et bénéficiaires des actions sont tous membres de la fédération et viennent soit d'unions d'associations, de groupements d'organisations paysannes (OP) soit d'organisations paysannes féminines (OPF).

Sigida Yeelen : « la lumière dans le terroir » en bambana a pour but de contribuer au développement local à travers la réalisation des activités liées à l'agriculture durable, à la sauvegarde de l'environnement et du cadre de vie, à la santé, à l'éducation, à la gouvernance démocratique, pour une amélioration de la qualité de vie des communautés rurales et dans le respect de l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Les objectifs de la fédération sont :

- Créer un cadre dynamique regroupant les associations de base à travers le Mali en vue de mener des actions synergiques de développement local,
- Accroître les activités thématiques de renforcement de capacités en favorisant la mise en réseau,
- Développer et mener des initiatives pilotes tant au niveau villageois, communale, préfectorale, régionale que nationale,
- Influencer les décisions des pouvoirs publics à travers les actions de plaidoyer et/ou de lobbying,
- Accroître la recherche-action dans le cadre des initiatives de développement local.



Le Conseil d'Administration de la FSY

A retenir

La dynamique d'intégration sud-sud et nord-sud du RéSaD est une opportunité pour améliorer la gouvernance de l'environnement et promouvoir la coopération en matière de gestion des ressources naturelles entre organisations de la société civile (OSC), entre OSC et gouvernements, synergie entre les conventions environnementales.



Burkina-Faso

SECRETARIAT PERMANENT DES ONG, UN COLLECTIF PIONNIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

« La dégradation des terres sous l'effet du processus de désertification est aussi une conséquence du changement climatique » (Idrissa Zeba du SPONG du Burkina-Faso)

Le SPONG est né dans le contexte de la grande sécheresse qui a frappé le Sahel entre 1969 et 1984. De 17 ONG fondatrices en 1974, il compte aujourd'hui 96 ONG et associations, dont 22 ONG internationales. C'est un collectif pionnier en Afrique de l'Ouest, avec une audience internationale.

Le SPONG a une mission triple :

- Etre un cadre de concertation des Acteurs Non Etatiques (ANE) pour une synergie d'action,
- Assurer l'interface entre Etat, Société Civile et partenaires techniques et financiers,
- Porter le plaidoyer de la Société Civile.

Son objectif est de contribuer au développement national en assurant la défense des intérêts de ses membres, valorisant l'action de ses membres par la concertation et la coordination, jouant un rôle d'interface entre l'Etat, la Société Civile et les autres partenaires du développement. C'est dans le cadre de son groupe thématique "environnement" rassemblant 13 ONG actives sur le terrain sur le territoire national que le SPONG est devenu une des plate-formes du RéSaD.



Au plan Régional, le SPONG est reconnu comme collectif pionnier en Afrique de l'Ouest et il est membre de réseaux régionaux comme le REPAOC⁵.

⁵Réseau des plate-formes nationales des ONG d'Afrique de l'ouest et du centre <http://www.repaoc.org>

A retenir

Le RéSaD offre un cadre de partage des expériences et de renforcement mutuel, de plaidoyer, de mobilisation de ressources dans le domaine de l'environnement. Il est une opportunité de collaboration avec d'autres réseaux existants au niveau national, régional et international.



Niger

LE CNCOD AU NIGER ASSURE LA REPRÉSENTATION DES COMMUNAUTÉS DE BASE

« Alors que les crises alimentaires focalisent la bienveillance internationale, l'une des causes majeures dans nos pays, à savoir la désertification, ne préoccupe personne » (Salifou Assane Seyni du CNCOD du Niger)

Le CNCOD (Comité National de coordination des ONG sur la désertification) est née en 1997 lors d'un atelier au cours d'un forum national des ONG/AD et ONG intervenant dans le domaine de l'environnement. Sa mission principale est la coordination des ONG/ associations de développement (AD) et des organisations communautaires de base (OCB) à travers les collectifs et réseaux dans l'optique d'une synergie des efforts pour une mise en œuvre efficiente des dispositions de l'UNCCD.

À présent, le comité est composé de 10 collectifs représentant des ONGs, des organisations paysannes, des associations de développement, des organisations communautaires de base intervenant dans le domaine de la lutte contre la désertification. Il assure la représentation nationale de toute structure nationale, régionale et internationale intervenant dans le domaine de la lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles.

Les objectifs de la CNCOD sont :

- Sensibiliser et mobiliser les ONG/AD à travers les collectifs et réseaux membres sur la convention pour combattre la désertification (CCD),
- Organiser des rencontres consultatives relatives à l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'actions nationaux,
- Entreprendre des actions de lobbying avec l'appui des partenaires au développement.

A retenir

Le RéSaD est un outil pour aller vers les acteurs de terrain, agir ensemble, à partir de la base. Le RéSaD, premier projet du CNCOD est l'occasion de mettre en place des bureaux à Niamey et une équipe de permanents.



France

LE GROUPE DE TRAVAIL DÉSSERTIFICATION, UN RÉSEAU PLURI-ACTEURS

La valeur ajoutée du GTD réside dans la mise en relation d'acteurs diversifiés (associations, scientifiques, organisations professionnelles agricoles, collectivités locales) et l'accès à la concertation permanente avec les décideurs gouvernementaux.



Les membres du GTD

Créé à l'initiative du CARI, le Groupe de Travail Désertification (GTD) est un réseau français d'acteurs de la solidarité internationale mobilisés dans le domaine de la lutte contre la désertification (LCD).

Depuis 2001, le GTD est force de proposition en France, et au sein d'autres réseaux, en Europe (eniD : european network initiatives on Desertification), et dans le monde (Drynet : réseau international d'ONG).

Le GTD trouve sa force dans la diversité des profils de ses membres : des ONG, une fédération d'acteurs professionnels agricoles, un comité scientifique, des collectivités locales... mais aussi dans le lien étroit qu'il a tissé et qu'il entretient avec les décideurs politiques français. Tous ont comme point commun d'intervenir, au moins pour une partie, de leurs activités sur les thèmes du développement des zones arides, de la restauration des terres et des alternatives possibles face à la dégradation des ressources naturelles et économiques dans ces zones.

Ses objectifs sont :

- Mobiliser les acteurs impliqués et développer une concertation au niveau national et international,
- Mutualiser, capitaliser et communiquer les savoirs,
- Renforcer les capacités des acteurs et des institutions.

Des ateliers de renforcement des capacités en matière de lutte contre la désertification ont été organisés par les membres du GTD et les partenaires du RéSaD en 2007 au Burkina Faso et en 2008 au Niger. Le RéSaD est la concrétisation des échanges engagés lors de ces rencontres.

A retenir

Les membres du GTD mènent des activités dans les pays concernés par le RéSaD. Aussi le RéSaD va renforcer ces partenariats entre les membres du GTD et des acteurs impliqués dans la lutte contre la désertification au Burkina Faso, Mali et Niger.

Agenda



Ateliers de lancement du RéSaD dans les pays du Sahel

- au Mali les 30 septembre et 1er octobre 2010
> FSY fsigidayeeleen@yahoo.fr; tel : +227 90 14 43 88
- au Niger les 5 et 6 octobre 2010
> CNCOD resadniger@yahoo.fr; tel +223 20 20 75 80
- au Burkina Faso les 26 et 27 octobre 2010
> spong.ouaga@yahoo.fr; tel +226 50 47 35 66



Atelier conjoint du Groupe "Biodiversité et Développement" et du GTD

Au retour de Nagoya, les deux groupes de travail se réuniront à Paris dans la 2ème quinzaine de novembre 2010 pour traiter de la question de la sécurité alimentaire dans les zones arides.

> Plus d'infos : info@gtdesertification.org



Rendez-vous sur unccd.int

- 30 Septembre 2010 : date limite de la désignation des membres du jury de sélection pour les OSC accréditées
- 15 Octobre 2010 : date limite pour la soumission des rapports pays et rapports OSC en vue du CRIC 9 en Février 2011

En savoir plus sur la décennie des Nations Unies pour les déserts et pour combattre la désertification :

> <http://unddd.unccd.int>

On en parle

Le RéSaD prend son envol

Les ateliers de lancement du RéSaD dans les trois pays du Sahel seront l'occasion de présenter le réseau au niveau des trois pays sahéliens et surtout de susciter la concertation et la mobilisation des acteurs de la LCD et du développement des zones arides. Il s'agit d'ateliers réunissant, dans chacun des pays, les acteurs concernés par la lutte contre la désertification : organisations de la société civile (associations, ONG, OCB, organisations professionnelles...); des institutions du pays; des scientifiques; des bailleurs de fonds multilatéraux, bilatéraux et privés; quelques collectivités locales actives dans le domaine. Certes, ces ateliers ne pourront être exhaustifs autant en termes de contenus que de participants mais les échanges seront axés sur les perspectives d'actions à envisager ensemble, tous dispositifs confondus, pour une meilleure cohérence des politiques publiques de développement et des actions de terrain.



Publications

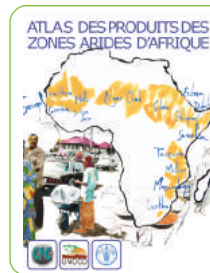


Etude sur la protection de l'environnement : biodiversité, POPs, OGM, Désertification

Ce rapport du SPONG et du REPAOC publié en 2007 fait le point sur les atteintes à la biodiversité, les polluants organiques persistants, les OGM et la désertification. Il détaille la mise en œuvre des actions, législations et dispositions mises en place par les états

d'Afrique de l'Ouest signataires des conventions internationales

> Demander copie au SPONG spong.ouaga@yahoo.fr.



L'Atlas des produits des zones arides d'Afrique est disponible en Français

Cet atlas présente, par filière, l'importance économique et sociale des produits agricoles et forestiers des zones affectées par la désertification. La lutte contre la désertification est un enjeu crucial pour maintenir ce patrimoine.

Publié avec le soutien de la CNUCED.

> <http://www.unccd.int/knowledge/docs/Atlas%20web.pdf>

Membres



Réseau Sahel
Désertification

Rue du courreau - 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18 - Fax : 00 33 (0)4 67 55 74 37

resad@cariassociation.org

www.cariassociation.org/resad

Partenaires

